

Plus tard, réfléchissant à ce qu'il avait appris, il coucha sur le papier ce qu'il a lui-même appelé des vers de mirliton:

It is not in devising a system that the fearful dangers lurk;

It is not in devising a system but in making the system work;

For the working out of the system is not in the hands of the great,

But rests on the shoulders of little clerks like Mary and Jane and Kate.

Quarante ans plus tard, alors qu'il rédigeait ses mémoires il ajouta ce qui suit:

Les politiciens contemporains peuvent tirer ici une leçon.

N'est-ce pas encore très vrai aujourd'hui? Ce ne sont pas les ministres, pas plus que les mandarins à moins de deux milles de cet édifice, qui assureront le fonctionnement des nombreux régimes qu'ils conçoivent. Ce n'est même pas eux qui assureront le fonctionnement du Canada, mais c'est tous et chacun de nous, Robert et Marcel, Edith et Georgette.

Que le gouvernement, conservateur ou libéral, cette année ou la prochaine, s'en souviene.

[Français]

Je pense bien que le sénateur Hicks, de l'Est, comme moi-même, du centre, voyons d'un bon œil les nouvelles ouvertures qu'annonce le gouvernement à l'endroit de nos concitoyens de l'Ouest. Il m'est impossible de croire qu'aucun gouvernement d'Ottawa ait négligé d'accorder à notre patelin occidental toute l'attention qu'il était en droit d'attendre. Mais cette attention n'a peut-être pas été suffisamment soutenue et explicitée. A nous du Canada central, et en bonne part aussi à nos gens de l'Est, il est parfois fort difficile de comprendre ce sentiment d'isolement et d'éloignement qui existe à l'ouest de nous. Je suis donc fort heureux qu'on entreprenne de nouveaux efforts pour y remédier.

Je suis heureux que ces paragraphes du discours du trône qui visent notre secteur agricole expriment la ferme intention du gouvernement de s'attaquer, sans délai, aux deux bobos majeurs qui se sont révélés dans l'agriculture depuis que nos ventes de grain et de céréales à l'étranger ont atteint les sommets que nous connaissons depuis 1970-71.

Il s'agit d'abord du problème du transport, de l'entreposage et de la manutention des grains, où certains malaises semblent s'être développés au cours de 1972, malaises qui menacent de devenir plus pénibles à cause des grèves qui, cette dernière fin de semaine, remontent à la surface dans le port de Vancouver.

En deuxième lieu, le coût et la distribution des grains de provende à l'usage des éleveurs de bétail. Dieu sait combien les associations agricoles, les gouvernements provinciaux et les parlementaires fédéraux de toutes les nuances politiques, du Québec et des provinces Atlantiques, ont multiplié les représentations à ce sujet depuis deux ans.

J'ai nettement l'impression qu'on aurait pu faire plus grande diligence à l'endroit de ces questions, et j'espère bien que cela ne tardera pas davantage. J'anticipe aussi le rôle opportun que jouera à cet égard notre comité permanent sur l'agriculture.

Le discours du trône dit aussi:

Il sera demandé au Parlement de confirmer les principes fondamentaux du programme gouvernemental concernant le bilinguisme dans la Fonction publique.

Et dans un paragraphe distinct:

Le gouvernement entend continuer à travailler à la réalisation des objectifs de la Loi sur les langues officielles.

Suivent certains détails de ces mesures.

Comme l'indique si bien l'emploi de deux paragraphes distincts dans le texte du discours, le bilinguisme dans la Fonction publique n'est pas le tout, mais un élément seulement du bilinguisme culturel et de la politique des langues au pays; et un élément qui n'est pas d'application universelle géographiquement ou autrement comme ont, semble-t-il, réussi à le faire croire des journalistes et des rédacteurs de manchettes bousilleurs de la presse anglophone.

Ce programme, conçu et dévoilé cinquante ans trop tard a malheureusement, il faut l'admettre, été annoncé, mis en marche et appliqué jusqu'ici avec une gaucherie désolante.

Depuis le début, et jusqu'au 14 décembre dernier, on s'est surtout préoccupé, parfois dans la panique, de calmer les craintes, justifiées ou non, plutôt que de faire un effort honnête pour les dissiper.

[Traduction]

Puis-je m'écarter du sujet pendant un instant et me joindre à nos collègues qui ont déjà rendu un hommage à la mémoire du très hon. Lester B. Pearson, un grand Canadien, un grand premier ministre et un grand réalisateur au cours de son bref mandat comme premier ministre. J'ai eu la chance de pouvoir l'approcher facilement, tout particulièrement au cours des douze mois qui ont précédé sa retraite, et j'avais le plus grand respect pour lui. L'histoire en parlera peut-être surtout parce que c'est lui qui a mis en œuvre et poursuivi sans relâche, avec la plus grande sincérité, les politiques reconnaissant le caractère bilingue et multiculturel de notre pays. Mais M. Pearson, comme beaucoup d'entre nous, était peut-être enclin à tourner ses phrases d'une façon qui ne laissait pas toujours voir toutes ses intentions. Je me souviens de l'expression: «Personne ne souffrira...»

[Français]

«Souffrir» est un terme complètement subjectif, et il est arrivé ce qui devait arriver: chacun l'a interprété à sa façon, qu'il soit visé ou non.

J'ai toujours cru et je crois encore que toute politique de ce genre devait comporter des inconvénients et des ennuis qui peuvent fort bien être qualifiés de «souffrants», si l'on n'est pas disposé à y mettre la bonne foi et la bonne volonté requises. A ce chapitre je sais ce dont je parle, puisque j'ai été moi-même fonctionnaire fédéral bilingue, immédiatement avant et après la Deuxième guerre mondiale.

Devenir bilingue et le demeurer, à quelque âge que ce soit, est coûteux. C'est coûteux en termes d'argent, de temps, d'effort et de frustrations. Cela, mes compatriotes le savent bien parce qu'ils en paient le prix depuis plus d'un siècle.